

GROUPE BMTC INC.
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

GROUPE BMTC INC. ANNONCE SES RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2015.

Montréal, le 5 novembre 2015

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, le produit des activités ordinaires de la société a augmenté de 8 832 000 \$ passant à 527 038 000 \$, par rapport aux 518 206 000 \$ inscrits à la période correspondante de 2014, soit une hausse de 2%. Le produit des activités ordinaires comparables a demeuré inchangé durant la même période. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, le résultat net de la société s'est chiffré à 25 292 000 \$ comparativement à 30 823 000 pour la période correspondante de 2014. Le résultat net par action de base est passé de 0,68 \$ en 2014 à 0,58 \$ en 2015.

Au cours de la période terminée le 30 septembre 2015, la Société a procédé à la vente d'un terrain pour une somme de 2 393 000 \$ résultant dans un gain net d'impôts 1 617 000 \$ ou 0,04 \$ par action de base.

La comptabilisation aux résultats du coût des options n'a pas eu effet significatif sur le résultat net par action de base pour les périodes de neuf mois terminées le 30 septembre 2015 et 2014.

Pour la période terminée le 30 septembre 2015, le programme de rachat d'action a contribué à une amélioration du bénéfice net par action de base de 0,04 \$.

Excluant tous ces effets, la variation du résultat net aurait été de 7 492 000 \$ ou de 0,17 \$ par action de base pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015.

La variation de 7 492 000 \$ du résultat net ainsi ajusté en 2015 s'explique comme suit :

	(en milliers de \$)	
	2015	2014
Résultat net	25 292	30 823
Gain sur la vente d'un terrain (net d'impôts)	(1 617)	-
Variation du coût des options (net d'impôts)	(197)	147
Résultat net ajusté	23 478	30 970
Moins: Résultat net ajusté de la période 2014	30 970	
Variation	(7 492)	

Cette variation des résultats ajustés et net d'impôts se répartit comme suit à travers les 3 premiers trimestres :

	(en milliers de \$)		
	Augmentation (diminution) Commercial	Augmentation (diminution) investissements	Augmentation (diminution) résultats ajustés
1er trimestre 2015	1 464	(214)	1 250
2e trimestre 2015	(1 427)	(446)	(1 873)
3e trimestre 2015	<u>(3 468)</u>	<u>(3 401)</u>	<u>(6 869)</u>
Total	(3 431)	(4 061)	(7 492)

La baisse du bénéfice net pour la période terminée le 30 septembre 2015, provient de la diminution des revenus d'investissements et de l'augmentation de certaines dépenses, voici les détails.

	(en milliers de \$)
Augmentation: Amortissement des immobilisations (net d'impôts)	(779)
Frais de marketing (net d'impôts)	(890)
Frais reliés au Web (net d'impôts)	(1 253)
Frais reliés à la réorganisation du capital (net d'impôts)	<u>(509)</u>
	(3 431)
Diminution: Revenus d'investissements (net d'impôts)	<u>(4 061)</u>
	(7 492)

Informations financières annuelles

(en milliers de \$, sauf les données par action)

	2014	2 013
	\$	\$
Produits des activités ordinaires	701 356	694 743
Résultat net	48 647	57 254
Actif total	362 350	306 296
Résultat net par action		
de base	1,08	1,24
dilué	1,08	1,24
Dividendes par action	0,24	0,24

Situation financière et dividendes

L'encaisse et les placements ont diminué de 96 261 000 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015. Les investissements consistent principalement en des acceptations bancaires et des actions ordinaires qui, à la fin de la période, avaient une valeur au marché de 61 404 000 \$ (incluant l'encaisse).

Au 30 septembre 2015, le fonds de roulement était déficitaire de 4 311 000 \$ soit une diminution de 21 284 000 \$ par rapport au 31 décembre 2014. L'avoir des actionnaires de la société en fin de période a diminué passant de 255 426 000 \$ au 31 décembre 2014 à 166 772 000 \$ au 30 septembre 2015. Au 30 septembre 2015, la valeur comptable d'une action atteignait quant à elle 4,40 \$, comparativement à 5,68 \$ au 31 décembre 2014.

En raison des programmes de rachats d'actions mis sur pied le 12 mars 2014 et renouvelé le 13 mars 2015, conséquemment, 67 838 actions subalternes catégorie A ont été rachetées par la société et annulées. Suite à ce changement, la société comptait, au 10 mai 2015, 1 748 796 actions catégorie B à droit de vote multiple et 43 145 066 actions subalternes catégorie A en circulation.

Le 11 mai 2015 la société a annoncé la conclusion de la réorganisation visant à éliminer la structure de capital à deux catégories d'actions par voie de plan d'arrangement approuvé par le tribunal. La société a obtenu toutes les approbations requises pour compléter l'arrangement, incluant une ordonnance définitive de la Cour supérieure du Québec. En vertu de l'arrangement, toutes les actions catégorie B à droit de vote multiple de la Société ont été converties en actions subalternes catégorie A comportant droit de vote à raison d'une action pour une action et sans paiement d'une contrepartie monétaire. Les actions subalternes catégorie A comportant droit de vote ont également été renommées « actions ordinaires ». Au 12 mai 2015, la société comptait 44 893 862 actions ordinaires.

Le 10 juillet 2015, la société a racheté pour annulation 6 980 012 actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action, pour une contrepartie totale de 108 190 186 \$, payée à même l'encaisse de la société. Ce prix représente un escompte de 5,5 % sur le cours de la dernière transaction indépendante à la Bourse de Toronto et d'un escompte de 1,2 % à la moyenne simple des cours de clôture des actions ordinaires de la société à la Bourse de Toronto pendant les 20 jours où des actions ordinaires de la société ont été négociées se terminant le 9 juillet 2015.

Une décision favorable a été obtenue auprès de l'Autorité des marchés financiers dans le but de dispenser la société des exigences d'offre publique de rachat applicables en vertu des lois sur les valeurs mobilières relativement à cette transaction. Après la transaction, il y avait 37 913 850 actions ordinaires émises et en circulation (par rapport à 44 893 862 actions ordinaires avant la transaction), représentant une diminution approximative de 15,5% du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Dans le cadre du rachat d'actions, la société a modifié son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur jusqu'au 12 mars 2016 pour permettre spécifiquement les achats sans l'intermédiaire de la TSX en vertu de dispenses émises par les autorités de réglementation des valeurs

mobilières. Le prix payé par la société pour les titres qu'elle acquiert sans l'intermédiaire de la Bourse de Toronto en vertu de dispenses émises par les autorités de réglementation des valeurs mobilières sera inférieur au cours des titres en conformité avec les exigences de ces dispenses.

Conformément aux règles de la TSX, parce que le nombre d'actions ordinaires rachetées dépasse la limite annuelle totale d'actions ordinaires que la société peut racheter d'ici le 12 mars 2016 en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal actuel, la société ne peut plus racheter d'actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal actuelle. Conséquemment au 30 septembre 2015, la Société comptait 37 913 850 actions ordinaires.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, aucune option n'a été levée. Le 7 août 2015, 10 950 options ont été annulées. Au 30 septembre 2015, des options visant 219 000 actions ordinaires sont en circulation, représentant 0,58 % des actions émises et en circulation de la société et 5 710 864 options, représentant 15,06 % des actions émises et en circulation de la société, peuvent encore être octroyées aux termes du Régime. Les options en circulation peuvent être levées à un prix de 17,85 \$ par action ordinaire.

Un dividende déterminé semestriel de 0,12 \$ par action, a été déclaré aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits au registre de la société à la fermeture des affaires le 21 décembre 2015, payable le 4 janvier 2016.

	31 mars		30 juin	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	149 280	145 118	188 373	182 881
Résultat net	59	(1 468)	12 196	14 020
Résultat net par action				
de base	-	(0,03)	0,27	0,31
dilué	-	(0,03)	0,27	0,31

	30 septembre		31 décembre	
	2015	2014	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	189 385	190 207	183 150	174 168
Résultat net	13 037	18 271	17 824	26 625
Résultat net par action				
de base	0,31	0,40	0,40	0,58
dilué	0,31	0,40	0,40	0,58

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, le produit des activités ordinaires de la société a diminué de 822 000 \$ passant à 189 385 000 \$, par rapport aux 190 207 000 \$ inscrits à la période correspondante de 2014. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, le résultat net s'est chiffré à 13 037 000 \$ comparativement à 18 271 000 \$ pour la période correspondante de 2014. Le résultat net par action de base s'est chiffré à 0,31 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015 comparativement à 0,40 \$ pour la période correspondante de 2014.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2015, la Société a procédé à la vente d'un terrain pour une somme de 2 393 000 \$ résultant dans un gain net d'impôts 1 617 000 \$ ou 0,04 \$ par action de base.

La comptabilisation aux résultats du coût des options n'a pas eu effet significatif sur le résultat net par action de base pour les périodes de trois mois terminées le 30 septembre 2015 et 2014.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015, le programme de rachat d'action a contribué à une amélioration du bénéfice net par action de base de 0,04 \$.

Excluant tous ces effets, la variation du résultat net aurait été de 6 869 000 \$ ou de 0,17 \$ par action de base pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015.

La variation de 6 869 000 \$ du résultat net ainsi ajusté en 2015 s'explique comme suit :

	(en milliers de \$)	
	2015	2014
Résultat net	13 037	18 271
Gain sur la vente d'un terrain (net d'impôts)	(1 617)	-
Variation du coût des options (net d'impôts)	4	22
Résultat net ajusté	11 424	18 293
Moins: Résultat net ajusté de la période 2014	18 293	
Variation	(6 869)	

Exploitation

Groupe BMTC Inc.

Le 10 juillet 2015, la société a procédé à une fusion simplifiée verticale avec sa filiale Groupe ATBM Inc. (division Brault & Martineau et EconoMax).

La société a commencé le processus de refonte complète de ses sites web et la première phase de l'implantation d'une plateforme de commerce électronique distincte pour la bannière Brault & Martineau sera complétée et opérationnelle en novembre 2015. Les processus d'implantation se

poursuivront au cours de 2016 pour la deuxième phase ainsi que pour chacune des autres bannières de la société. De plus, la société a passé en revue tous ses systèmes informatiques afin de les rendre plus performants face au virage du commerce électronique ainsi que de standardiser ses systèmes pour toutes ses bannières. Suite à cette évaluation, la société a décidé d'investir dans un nouveau système informatique, son intégration et son implantation a débuté au cours du troisième trimestre 2014 et se poursuivra sur une période de 18 mois. Les frais relatifs à ces modifications d'environ 10 600 000 \$ seront imputés au cours de l'exercice de 2015 et 2016.

Division Brault & Martineau

La société est à évaluer présentement le réaménagement de ses départements de meubles et d'électroniques, et ce dans tous ses magasins. L'objectif de cette amélioration est d'offrir à ses clients une expérience unique en magasin et qui permettra de se différencier du commerce électronique. Les frais relatifs à ses travaux pour les prochains deux ans, soit pour les exercices 2016 et 2017 sont estimés à 15 000 000 \$.

Division EconoMax

En octobre 2015, la société a procédé à l'ouverture d'un nouveau magasin à Drummondville, les frais d'ouverture ont été chargés à la période terminée le 30 septembre 2015. La bannière EconoMax compte maintenant 11 magasins au Québec.

Ameublements Tanguay

En juillet 2015, la société a procédé à l'achat d'un terrain d'une superficie de 220 000 pieds carrés à Trois-Rivières pour la construction et l'ouverture à l'automne 2016 d'un nouveau magasin. Le magasin actuel sera converti en centre de liquidation.

Risques et tendances

La société est une entreprise œuvrant dans le commerce de détail. Elle est de ce fait tributaire de plusieurs facteurs de risque tel que :

- *Vulnérabilité à la conjoncture économique*
- *Dépendance vis-à-vis du personnel clé*
- *Risques liés au portefeuille de placements*
- *Fournisseurs de crédit pour le financement des ventes aux clients*
- *Relations de travail avec les employés dont certains sont syndiqués*
- *Soutien de la rentabilité et de la gestion de la croissance :*
- *Vive concurrence dans le secteur du commerce de détail*
- *Efficacité des programmes de commercialisation*

- *Capacité d'adaptation aux nouvelles tendances des consommateurs*
- *Force de rétention d'un personnel qualifié*

Elle est de plus dépendante de ses systèmes d'information, de ses activités de distribution et de ses fournisseurs.

Depuis un certain nombre d'années, on assiste à une présence accrue de concurrents importants opérant à l'échelle nationale et internationale. De même, on constate que le coût moyen unitaire des articles vendus, diminue, forçant la société à innover par la vente de produits nouveaux.

La majorité des ventes est réalisée en utilisant le financement offert par les fournisseurs de crédit. Une hausse marquée des taux d'intérêt ou un resserrement des conditions accordées pourraient avoir un impact important sur les ventes de l'entreprise et les charges d'intérêt en découlant. Rien ne garantit que la société puisse continuer de procurer des solutions de financement aussi avantageuses à ses clients qui nous permettraient de maintenir les taux de rendement actuels.

Il est impossible d'isoler et de mesurer l'importance de chacun des risques auxquels la société est exposée. Elle a toujours su s'adapter à pareils changements dans le passé et maintenir et accroître sa part du marché notamment par des campagnes de publicité agressives.

Au 30 septembre 2015, des options visant 219 000 actions ordinaires sont en circulation pour une dette totale de 456 000 \$. Évidemment, comme la valeur d'évaluation Black-Scholes varie, il est impossible de prédire le montant futur de cette dette. Quant à son remboursement, il repose sur la volonté des détenteurs d'exercer leurs options. Le nombre de mois restant pour l'exercice des options est de 56 mois.

Analyse de la direction et perspectives d'avenir de la société

Malgré un contexte économique difficile, l'économie québécoise a connu une légère croissance en 2014. La perte de plus de 100 000 emplois au Québec combinés aux mesures d'austérité gouvernementale ont provoqué un frein important à la consommation. Selon le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), l'économie québécoise n'a progressé que de 3,5 % en 2014 et les prévisions pour 2015 ne sont pas optimistes. En fait, 2015 pourrait être la pire année depuis 2010 au chapitre des faillites dans le commerce de détail. Cette baisse du pouvoir d'achat des consommateurs québécois fait en sorte que les Québécois consomment moins, et lorsqu'ils doivent consommer ils sont à la recherche d'aubaines et ont tendance à acheter des produits moins dispendieux. Cela exerce une pression à la baisse sur nos ventes et sur la facture moyenne du consommateur.

Au cours de l'année 2015, la société a continué son expansion de la bannière EconoMax. Suite à l'ouverture du magasin de Granby, en avril 2015, et d'une nouvelle succursale à Drummondville en octobre 2015, la Société compte onze magasins EconoMax dans la région

métropolitaine de Montréal, donnant ainsi la visibilité requise au bon développement de cette bannière.

La direction demeure confiante que, grâce à sa gestion efficace, au leadership qu'elle exerce sur le marché et à la solidité de sa structure financière, la société pourra continuer ses campagnes publicitaires agressives même dans un marché plus difficile.

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Le présent rapport trimestriel de la direction contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons que la société a identifiées à la rubrique « Description narrative de l'activité - Facteurs de risques » de la notice annuelle 2014, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que les facteurs auxquels nous référons ci-haut ne comprennent pas tout les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport trimestriel de la direction, la société a fait un certain nombre d'hypothèses. La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport trimestriel de la direction, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Mesure de rendement non conforme aux normes internationales d'information financière (IFRS)

La société présente le résultat net ajusté, lequel reflète l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance organisationnelle et financière récurrente de la société. La direction est d'avis que cette mesure est utile dans

l'analyse de la performance opérationnelle de la société et plus appropriée pour fournir de l'information additionnelle.

Le résultat net ajusté n'est pas une mesure du rendement conforme aux normes IFRS, n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes IFRS et, par conséquent, il est peu probable que l'on puisse comparer celui-ci avec des mesures du même type présentées par d'autres sociétés. Cette mesure de rendement ne doit pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les normes IFRS, mais plutôt comme renseignement complémentaire.

La société présente, à la rubrique « résultats » du présent rapport de gestion, un tableau faisant état du rapprochement du résultat net au résultat net ajusté.

La société présente également ces produits d'activités ordinaires comparables, soit ceux réalisés dans les magasins ouverts depuis plus de 12 mois. Cette mesure est utilisée par la direction et est courante dans notre industrie.

Groupe BMTC inc., dont les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, exerce par l'entremise de sa filiale Ameublements Tanguay inc., une importante entreprise de vente au détail de meubles et d'appareils électroniques et électroménagers dans la province du Québec.

Renseignements : M. Yves Des Groseillers
Président du conseil d'administration
Président et chef de la direction
Groupe BMTC inc.

(514) 648-5757